

CONTRIBUTION CONGRÈS PCF

ALLONS NOUS ENFIN NOUS LANCER A FOND DANS LE CHANGEMENT ET LE RASSEMBLEMENT ?

Le résultat des élections régionales a été un choc et donne un sentiment d'impasse à de nombreux camarades.

Revenons d'abord sur les résultats et regardons les évolutions depuis 2012 :

Avec 6 millions de suffrages, le FN capte 94% des électeurs de Marine Le Pen.

Avec 5,7 millions de voix, la droite dite « républicaine » recueille 60% de l'électorat de Sarkozy.

Avec 5 millions de voix, les listes soutenues par le PS obtiennent 50% des voix de François Hollande.

Avec moins de 1 million de voix, les listes sur lesquels nous figurions avec le logo FDG stagnent à 25% de l'électorat qui avait voté pour Jean Luc Mélenchon.

Ainsi en décembre le Front de gauche n'est pas apparu comme une force utile au changement.

Nous avons donc besoin de tirer, sans complaisance, toutes les leçons de notre stratégie développée depuis 2012 et en tirer les conséquences pour les consultations à venir en 2017.

En 2012, pour la première fois depuis 1981, un candidat situé à la gauche du PS obtenait un score à 2 chiffres.

Un espoir est né ! Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Pouvons-nous le faire renaître ?

Où sont passés les 4 millions d'électeurs du FDG ?

Je pense que la quasi-totalité d'entre-eux sont prêts à se remobiliser et à entraîner avec eux un nombre toujours plus grand de citoyens mais cela ne sera possible qu'à condition de remettre en cause en profondeur nos modes de vie et de fonctionnement.

1°) Pourquoi le FDG est-il devenu à ce point inaudible et a laissé sur le bord du chemin 75% de ses électeurs ?

Le fonctionnement en « cartel de partis », écartant les citoyens des lieux de décisions a été un obstacle au rayonnement de nos idées et de nos valeurs.

Depuis 2012, tout a été fait pour rendre le FDG inaudible.

Force est de constater que la cacophonie et la lutte des places ont fortement nui à sa crédibilité.

Pourquoi refuser de reconnaître les collectifs qui réunissent sur le terrain les militants des partis et les non-encartés ?

Pourquoi ne pas partager les prises de décision avec toutes celles et tous ceux qui veulent s'engager dans l'action sans adhérer à un parti ?

Dés les législatives, les investitures ont fait l'objet de négociations entre les appareils et d'un dosage politicien de partage des circonscriptions.

Aux municipales de 2014 puis aux départementales de 2015, les alliances contre nature avec le PS dès le 1^{er} tour, ont jeté le trouble.

Et aux dernières régionales, on est arrivé au sommet avec dans un grand nombre de régions, 2 listes affichant le logo du FDG laissant perplexes un grand nombre d'électeurs.

A chaque fois, les décisions ont été prises en ne consultant que les adhérents du parti, c'est-à-dire environ 1% des électeurs FDG de 2012.

L'exemple des municipales à Paris, la ville capitale, est flagrant. C'est par la consultation de 1000 adhérents que le parti a choisi de faire alliance au 1^{er} tour des municipales avec le PS alors que le candidat du FDG avait recueilli 130 000 voix au 1^{er} tour de la présidentielle.

2°) Est-il besoin de réécrire un programme ?

Relisons « l'Humain d'abord », le programme du FDG de 2012.

Ce programme est en phase avec les aspirations d'une foule immense de citoyens d'origines très diverses et de toutes générations.

Ce programme peut être un support au développement des luttes.

Toutes celles et tous ceux qui l'ont porté en 2012 se reconnaissent dans ses grandes orientations :

- Le partage des richesses
- Reprendre le pouvoir aux banques
- La planification écologique
- Une nouvelle république laïque et plus humaine
- Une nouvelle Europe
- L'émancipation humaine, la culture.

Certes, il peut être actualisé, enrichi, en tenant compte des évolutions de la société au cours de ces 5 dernières années mais il reste tout à fait d'actualité et peut constituer une bonne base de départ pour les campagnes de 2017.

Ce programme peut aussi être un point d'appui pour le développement des luttes.

D'abord, il y a l'action et nous sommes dans l'urgence.

Nous devons être présents partout où des mobilisations se développent **contre la politique de droite de ce gouvernement.**

Nous devons nous battre pour que les Goodyear ne connaissent pas la prison, pour que les Air France (qualifiés de voyous par Valls) ne soient pas condamnés.

Nous devons nous battre contre le projet de loi de casse du code du travail etc.....

3°) Les élections présidentielle et législatives de 2017

Si le mouvement populaire ne doit pas se réduire à préparer 2017, cette échéance structure déjà le débat politique dans la société.

Nous ne sommes pas maîtres du « casting » et devons aborder ces échéances avec les règles qui sont celles de la 5^{ème} république tout en militant pour l'avènement de la 6^{ème} et contre la « monarchie présidentielle ».

Cela ne nous facilite pas la tâche.

Tout d'abord, traitons de la question de la primaire.

Qu'irions-nous faire dans cette galère ?

Il n'y a pas et il n'y aura pas de socle commun.

Participer à une consultation avec Hollande ou Valls ou Macron et envisager que l'un d'entre eux puisse se revendiquer de la « primaire à gauche » ! **NON MERCI !**

Nous devons mener de front les 2 campagnes (présidentielle et législatives).

Pour la présidentielle, Jean Luc MELENCHON a fait la preuve en 2012 de sa capacité à rassembler la « gauche de la gauche ». Se mobiliser autour de sa candidature, c'est lancer le débat pour convaincre des millions de Français sur des sujets de la plus grande importance : l'emploi, la santé, les retraites, l'éducation, l'Europe, le changement climatique.....

Dire cela, n'est en aucun cas sombrer dans le culte de la personnalité ou se ranger derrière l'homme providentiel. C'est tout simplement rechercher l'efficacité.

Ne perdons pas de temps et surtout évitons de rééditer « l'exploit de 2007 » !

Dans le même temps, pourquoi ne pas désigner en s'appuyant sur les collectifs de soutien à cette candidature, les Hommes et les Femmes qui porteront le programme de la gauche alternative aux législatives et qui en seraient les porte parole ?

Sortons des logiques d'appareils et d'accords au sommet pour désigner les candidats !

Cette démarche serait de nature à mobiliser un grand nombre de citoyens dans la bataille.

En sortant de l'entre-nous, les communistes ne perdraient pas leur âme, bien au contraire.

Nous devons tout faire pour ouvrir les conditions d'une nouvelle construction politique.

Nous avons besoin d'espaces d'intervention populaire permanents qui soient des lieux d'action et de débat. C'est la condition pour créer une dynamique de changement et ne plus être la force d'appoint du PS au 2^{ème} tour.

Finissons-en avec l'idée et la pratique qui consistent à considérer le PCF comme la pierre angulaire, le centre de gravité du rassemblement des forces de la gauche alternative, anticapitaliste, antilibérales.

Le rassemblement ne se fera pas sans les communistes mais ne se fera pas non plus autour du PCF.

Guy COLOMBINO

Adhérent depuis 1972

Membre du bureau de section de Roussillon

////////////////////////////////////